

Domitia audit



Association G.I.H.P. OCCITANIE LR

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024

GROUPEMENT POUR L'INSERTION DES PERSONNES HANDICAPEES PHYSIQUES
ASSOCIATION LOI 1901
N° SIREN 776 061 061

341 RUE HIPPOLYTE FIZEAU
34000 MONTPELLIER

Rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

G.I.H.P Occitanie LR
Siège social : 341 rue Hippolyte Fizeau - 34000 MONTPELLIER
N° SIREN 776 061 061

Aux membres adhérents de l'association,

■ Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association GIHP Occitanie LR relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

■ Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion contenue dans le rapport financier, le rapport moral et le rapport d'activité du Conseil d'Administration et dans les autres documents adressés aux adhérents de l'association sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

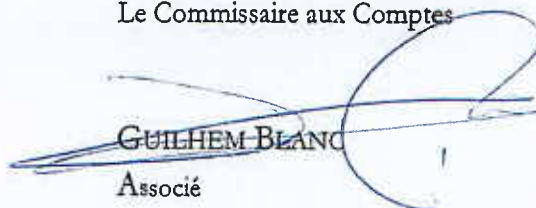
En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Montpellier, le 10 juin 2025

Le Commissaire aux Comptes


GUILHEM BLANC
Associé

Comptes annuels au 31 décembre 2024

G.I.H.P Occitanie LR
Siège social : 341 rue Hippolyte Fizeau - 34000 MONTPELLIER
N° SIREN 776 061 061

2024

COMPTES ANNUELS

au 31/12/2024

Association GIHP OCCITANIE LR

341 Rue Hippolyte Fizeau

ZAC Le Millénaire

34000 MONTPELLIER

Code APE : 8810A

SIRET : 77606106100078



Parc Euromédecine
Mini Parc Bâtiment 3
912, rue de la Croix Verte
CS 70488
34196 MONTPELLIER Cedex 5

• 04 99 23 33 32
• 04 99 23 33 21
cabinet@acces-conseil.com

Bilan Actif

		31/12/2024			31/12/2023
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
Règlement ANC 2022-06					
ACTIF IMMOBILISE	Frais d'établissement (I)				
	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions brevets droits similaires	826,80	599,37	227,43	392,79
	Autres immobilisations incorporelles	192 800,56	160 889,99	31 910,57	39 008,46
	Imm. inc. en cours, avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains	1 243 170,60		1 243 170,60	1 243 170,60
	Constructions	1 759 623,15	1 068 802,02	690 821,13	195 185,94
	Installations techniques, mat. et outillage indus.				
	Autres immobilisations corporelles	5 262 544,24	3 578 433,45	1 684 110,79	1 983 013,10
	Imm. corp. en cours, avances et acomptes	98 051,97		98 051,97	197 360,70
	BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
	Participations évaluées selon mise en équival.				
	Autres participations				
	Créances rattachées à des participations				
	Autres titres immobilisés	231 500,50	8,05	231 492,45	230 982,16
	Prêts				
	Autres immobilisations financières	41 020,58		41 020,58	38 320,63
	TOTAL (II)	8 829 538,40	4 808 732,88	4 020 805,52	3 927 434,38
ACTIF CIRCULANT	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits finis				
	Marchandises				
	Avances et Acomptes versés sur commandes	8 946,46		8 946,46	1 257,79
	CREANCES (2)				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	1 326 073,11		1 326 073,11	1 580 159,15
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres créances	432 663,25	45 864,74	386 798,51	657 968,98
	Charges constatées d'avance	44 314,19		44 314,19	41 084,16
	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	1 804 817,69		1 804 817,69	
	DISPONIBILITES	9 294 203,87		9 294 203,87	12 523 605,16
	TOTAL (III)	12 911 018,57	45 864,74	12 865 153,83	14 804 075,24
COMPTES DE REGULARISATION	Frais d'émission des emprunts (IV)				
	Primes de remboursement des emprunts (V)				
	Ecart de conversion et différences d'évaluation Actif (VII)				
	TOTAL ACTIF (I à VII)	21 740 556,97	4 854 597,62	16 885 959,35	18 731 509,62
(1) dont immobilisations financières à moins d'un an				41 020,58	38 320,63
(2) dont créances à plus d'un an					

Bilan Passif

Règlement ANC 2022-06

31/12/2024

31/12/2023

		31/12/2024	31/12/2023
FONDS PROPRES	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires	770 376,01	770 376,01
	Fonds propres complémentaires		
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Ecart de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité	797 108,76	627 450,60
	Autres		
	Report à nouveau	3 140 207,02	2 796 209,04
	Excédent ou déficit de l'exercice	(157 342,77)	(57 016,08)
	Total des fonds propres (situation nette)	5 262 836,98	5 420 179,75
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement	167 223,61	50 644,02
	Provisions réglementées	15 925,42	15 325,42
	Total des autres fonds propres	183 149,03	65 969,44
	Total des fonds propres	5 445 986,01	5 486 149,19
Fonds reportés et dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés sur subventions d'exploitation	1 063 879,29	1 226 118,75
	Fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes		
	Fonds dédiés sur ressources liées à la générosité du public		
	Total des fonds reportés et dédiés	1 063 879,29	1 226 118,75
Provisions	Provisions pour risques	996 826,50	693 182,50
	Provisions pour charges	443 667,93	462 703,20
	Total des provisions	1 440 494,43	1 155 885,70
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit	5 714 235,81	7 927 375,26
	Emprunts et dettes financières divers (2)	3 920,49	3 990,00
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	80 109,69	80 294,97
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	478 824,22	334 609,14
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	2 548 029,12	2 480 690,35
	DETTES DIVERSES		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	17 121,65	
	Autres dettes	41 311,50	31 360,59
	Produits constatés d'avance (1)	52 047,14	4 307,25
	Total des dettes	8 935 599,62	10 862 627,56
	Ecart de conversion et différences d'évaluation - Passif		
	TOTAL PASSIF	16 885 959,35	18 731 509,62
	Résultat de l'exercice exprimé en centimes	(157 342,77)	(57 016,08)
	(1) Dont à moins d'un an (hors avances et acomptes reçus sur commandes en cours)	8 855 489,93	10 119 164,29
	(2) Dont emprunts participatifs		

Compte de Résultat

1/2

Règlement ANC 2022-06

31/12/2024

31/12/2023

		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Cotisations	41 278,00	39 172,00
	Vente de biens et services		
	Ventes de biens		
	dont ventes de dons en nature		
	Ventes de prestations de service	5 573 462,53	5 547 416,91
	dont parrainages		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions	12 126 934,16	11 967 916,28
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels	7 486,32	8 356,74
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions	49 009,30	622 106,57
	Utilisations des fonds dédiés	170 218,46	290 510,97
	Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	126 695,92	
	Autres produits	352 745,02	249 888,50
	Total des produits d'exploitation	18 447 829,71	18 725 367,97
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises		
	Variation de stock		
	Achats de matières et autres approvisionnements		
	Variation de stock		
	Autres achats et charges externes	3 004 460,30	2 806 180,54
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	929 047,64	957 811,86
	Salaires	11 026 956,23	11 174 834,27
	Cotisations sociales	2 483 544,37	2 891 323,76
	Dotation aux amortissements et dépréciations	803 796,66	784 423,52
	Dotation aux provisions	333 618,03	330 406,68
	Reports en fonds dédiés	7 979,00	54 025,00
	Valeurs comptables des immobilisations incorporelles et corporelles cédées	32 830,58	
	Autres charges	51 676,79	50 274,03
	Total des charges d'exploitation	18 673 909,60	19 049 279,66
	RESULTAT D'EXPLOITATION	(226 079,89)	(323 911,69)

Compte de Résultat

2/2

Règlement ANC 2022-06

31/12/2024

31/12/2023

RESULTAT D'EXPLOITATION		(226 079,89)	(323 911,69)
PRODUITS FINANCIERS	De participation	29 707,40	87 639,72
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé	74 394,05	
	Autres intérêts et produits assimilés	40,03	
	Reprises sur dépréciations et provisions	418,79	265,23
	Différences positives de change		
	Produits des immobilisations financières cédées		
	Produits nets sur cessions de v.m.p. et d'instruments de trésorerie		
Total des produits financiers		104 560,27	87 904,95
CHARGES FINANCIERS	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées	8 332,15	10 541,76
	Différences négatives de change		
	Valeurs comptables des immobilisations financières cédées		
	Charges nettes sur cessions de v.m.p. et d'instruments de trésorerie		
Total des charges financières		8 332,15	10 541,76
RESULTAT FINANCIER		96 228,12	77 363,19
RESULTAT COURANT avant impôts		(129 851,77)	(246 548,50)
	Produits exceptionnels		214 822,35
	Charges exceptionnelles	600,00	2 116,93
RESULTAT EXCEPTIONNEL		(600,00)	212 705,42
Participation des salariés aux résultats			
Impôts sur les bénéfices		26 891,00	23 173,00
TOTAL DES PRODUITS		18 552 389,98	19 028 095,27
TOTAL DES CHARGES		18 709 732,75	19 085 111,35
EXCEDENT ou DEFICIT		(157 342,77)	(57 016,08)
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Dons en nature			
Prestations en nature		17 076,12	15 994,32
Bénévolat		55 105,00	51 775,00
TOTAL		72 181,12	67 769,32
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Secours en nature			
Mise à disposition gratuite de biens		17 076,12	15 994,32
Prestations			
Personnel bénévole		55 105,00	51 775,00
TOTAL		72 181,12	67 769,32

Règles et Méthodes Comptables

Par anticipation sur la date limite d'application du règlement ANC n°2022-06 du 4 Novembre 2022 relatif aux exercices ouverts au 1 janvier 2025, publié au J.O. du 26 Décembre 2023, notre association applique ce règlement à compter de cet exercice 2024.

Ce règlement modifie le règlement ANC n°2014-03 du 5 juin 2014 relatif au Plan Comptable Général complété par le règlement de l'ANC N°2016-07 du 4 novembre 2016.

Le bilan de l'exercice présente un total de **16 885 959 euros**.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total de **produits de 18 552 390 euros** et un total de **charges de 18 709 733 euros**, dégageant ainsi un **résultat de -157 343 euros**.

L'exercice considéré débute le **01/01/2024** et finit le **31/12/2024**.
Il a une durée de **12 mois**.

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation.
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.
- indépendance des exercices.

Les états financiers ont été établis en conformité avec :

- Le PCG 1999 approuvé par arrêté ministériel du 22 Juin 1999
- La loi n°83 353 du 30 Avril 1983
- Le décret 83 1020 du 29 Novembre 1983
- Les règlements comptables :
 - 1999-01 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et fondations
 - 2000-06 et 2003-07 sur les passifs
 - 2002-10 sur l'amortissement et la dépréciation des actifs
 - 2004-06 sur la définition, la comptabilisation et l'évaluation des actifs
 - 2018-06 du 05 Novembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.
 - 2019-04 du 08 Novembre 2019 relatif aux activités sociales et médico-sociales gérées par des personnes morales de droit privé à but non lucratif.
- L'arrêté du 12 Novembre 2008 relatif aux instructions budgétaires et comptables applicables aux établissements et services privés sociaux et médico-sociaux relevant de l'article R.314-1 du code de l'action sociale et des familles ainsi qu'aux associations et fondations gestionnaires relevant de l'article R.314-81 du même code.
- L'arrêté du 23 Décembre 2019 relatif au plan comptable applicable aux E.S.M.S. relevant du I de l'article L.312-1 du C.A.S.F.
- L'instruction codificatrice n°09-006 M22 du 31 Mars 2009 (Tome I : le cadre comptable).

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.